Sortir de la crise, morale, po

Les résultats fort honorables du PCF aux élections municipales et cantonales contribuent de façon significative à donner à ces consultations le sens d'un sérieux avertissement à Sarkozy.

Ils constituent aussi un atout important pour que l'ample victoire de la gauche ne se traduise pas seulement par une simple «cohabitation» d'un nouveau type entre la droite aux commandes de l'Etat et le PS aux commandes de nombreux exécutifs territoriaux avec, au bout du compte, ce qui pourrait devenir, rapport Attali aidant, une convergence entre libéraux populistes et sociaux-libéraux.

Le Président de la République entend changer de posture et de communication. Mais il veut accélérer dans le sens des réformes réactionnaires qu'il a engagées, alors même que les promesses faites sur le pouvoir d'achat des salaires, pensions et retraites, sur la sécurisation de l'emploi, sur les services publics, non seulement ne sont pas tenues, mais débouchent sur une aggravation de la situation dans le pays. En montrant du doigt le manque d'ambition alternative des propositions du PS, Sarkozy a beau jeu de dire et de répéter qu'à gauche rien n'est avancé pour réformer autrement le pays.

Les formations de gauche sont mises au défi. Vont-elles se laisser aller à une fuite en avant social-libérale flanquée d'une protestation vide et sectaire ? Vont-elles, via les élus de terrain, laisser les populations se faire intégrer aux fins de rentabilité financière des grands groupes et aux exigences d'austérité monétaire et budgétaire de la BCE, avec une mise en concurrence coupe-gorge des territoires au nom de l'attractivité financière ?

Ou bien, vont-elles travailler à une convergence et une avancée des luttes, à des rassemblements novateurs dès le terrain, avec des contre-propositions de réformes profondes articulant des objectifs audacieux de développement non élitiste, des pouvoirs nouveaux pour les salariés et les citoyens, des moyens financiers ? Vont-elles, au feu des exigences sociales et sociétales, s'atteler à la construction en pratique et à la prise en main populaire d'un grand projet transformateur capable vraiment de sanctionner Sarkozy ?

L'enjeu de pouvoirs pour les salariés et de moyens financiers pour répondre à leurs attentes, contre les gâchis et les scandales de la croissance boursière, est au cœur de ce qui se cherche pour sortir de la crise morale dans laquelle le capitalisme précipite notre société. En témoigne l'affaire de l'UIMM significative à bien des égards.
Cette affaire éclate publiquement avec l'information d'une action judiciaire concernant Denis Gautier Sauvagnac, Président de l'UIMM pour avoir retiré 17 millions d'euros en liquide des comptes bancaires de l'UIMM. L'enquête décrit une dissimulation orchestrée, la non prise en compte de mouvements financiers dans les bilans de l'UIMM. Le Comité de surveillance de l'organisation patronale leur a donné son visa. Ce qui en dit long sur les procédures «d'autocontrôle», dont le patronat raffole. Selon plusieurs sources, Thierry Breton et de Nicolas Sarkozy, alors respectivement ministres des finances et de l'intérieur, connaissaient l'affaire.

Le circuit de collectage des fonds s'opérait pour une Caisse patronale (l'Entraide professionnelle des entreprises de la métallurgie EPIM). Elle soutenait des employeurs du secteur face à des conflits du travail. Depuis 1972, 310 millions d'euros de cotisations auraient été collectés, 144 attribués à des entreprises touchées par des grèves. Les 166 millions restants investis en placements financiers ont fait des petits et vaudraient, aujourd'hui, 600 millions d'euros. Un véritable trésor de guerre. Interrogé sur l'affectation de ces ressources, la pseudo réponse de Gautier Sauvagnac, médiocre diversion, sera : «elles étaient destinées à "fluidifier la régulation sociale"». Cela ouvre le champ des soupçons : financement de partis politiques, de campagnes électorales, d'opérations de propagande patronale, de syndicats complaisants, etc.

Ces faits ont provoqué une légitime réprobation de l'opinion publique poussant Gautier Sauvagnac à démissionner de sa présidence et à annoncer qu'il prendra sa retraite en 2008. Une négociation rapidement menée, avec les hiérarques de l'UIMM, lui octroie une prime de préretraite de 15 millions d'euros [Ne pas confondre avec une indemnité de licenciement !], plus une assurance tous risques contre les conséquences fiscales possibles de ces pratiques. Prix du silence ?

En septembre 2007, la présidente du MEDEF avait attendu plus d'une semaine pour réagir aux révélations sur les millions tirés en cash des caisses de

litique, économique, sociale

l'UIMM en jurant : «tout ignorer de ces pratiques et d'un autre âge». Cette fois, elle se manifeste immédiatement et annonce une remise en ordre. Elle va exiger la remise à plat des mandats patronaux, dont beaucoup sont détenus par l'UIMM et orchestre soigneusement sa présence dans les médias, met en scène une grande opération publicitaire du MEDEF. Théâtrale dans les médias la patronne des patrons va afficher colère et indignation à propos de la transaction, concoctée avec l'aide de certains de ses «fidèles», entre Denis Gautier Sauvagnac et le groupe dirigeant de l'UIMM. Elle joue délibérément à la madone de l'éthique patronale, de la volonté de transparence des entreprises traitant les soutiens de Gautier Sauvagnac de «vieille garde et de sacrés menteurs». Rien de plus urgent, dans le contexte politique et social, pour sa Présidente, que d'affirmer que le «MEDEF a les mains propres». Cependant, dans la négociation en cours avec les syndicats sur la représentativité, elle refuse de parler du financement des organisations patronales. Plus question de la transparence. Omerta sur l'essentiel. On ne dit rien sur l'usage des 19 millions.

Ce coup de projecteur sur les mœurs patronales, justifie l'appréciation du PCF : « il y a quelque chose de pourri dans le royaume du MEDEF».

Derrière les proclamations morales, l'attaque contre l'UIMM est l'expression de conflits d'intérêts, de stratégies d'oppositions entre fractions du capital, inséparables de l'exacerbation des contradictions capitalistes. Le scandale de l'UIMM, les tensions qu'il fait apparaître sont inséparables de la maturation de la crise du capitalisme. Déjà visibles lors de l'élection à la présidence du MEDEF, avec la présence de trois candidats, dont un de l'UIMM contre Madame Parisot, (significativement appuyée par les organisations patronales de la banque et de l'assurance), elles n'ont fait que s'approfondir.

La polémique va s'aiguiser. Gautier Sauvagnac va recevoir l'appui public d'anciens présidents de l'UIMM, dont certains, ont occupé au CNPF des fonctions de premier rang. Deux, d'entre eux, affirmeront publiquement que la présidente du MEDEF, contrairement à ses dires, avait bien été informée des douteuses tractations financières de l'UIMM. Elle démentira vivement, forte de puissants soutiens : Bébéar, «parrain» de l'oligarchie financière, de l'AFER, groupement des grandes firmes du CAC 40 ; comme Sarkozy. Et, aussi de Michel Rocard, ancien premier ministre socialiste et député européen sous le fallacieux prétexte de moraliser le capitalisme et de le sauver du risque «technique» de tomber dans l'immoralité !

Ne nous y trompons pas : le MEDEF et son affiliée l'UIMM sont deux organisations de classe avant tout préoccupées de la défense d'intérêts capitalistes. Leur commun silence : secret sur les fonds secrets incriminés, occultation de leur utilisation, est révélateur. Exiger la vérité, pleine et entière, c'est montrer leur politique, celle de la droite, dont elles sont des fers de lances. La vérité sur leurs pratiques de classe leur fait peur. Elle risque de les affaiblir alors qu'elles entendent soutenir de toutes leurs forces les mesures réactionnaires de Sarkozy appelées abusivement par un détournement de sens «réformes».
Analysé finement par Paul Boccara dans ce numéro le rapport Attali conforte la politique Sarkozy/Fillon. Ces derniers annoncent un changement de style pour mieux maintenir le fond. Les effets économiques et sociaux néfastes sont considérables, dangereux, et ils veulent encore les aggraver. Deux articles de ce numéro le montrent pour la protection sociale et l'hôpital public. Chaque jour la crise financière, dont il est débattu dans cette livraison, connaît de nouveaux développements.

La situation exige des transformations radicales. On ne peut se contenter de réparer les dégâts. Des changements majeurs sont nécessaires. Le mouvement de résistance à cette politique doit encore grandir. Son élargissement et son enracinement, l'exigence de changements profonds ont besoin d'un projet politique novateur. Le PCF à des ressources pour y contribuer.



Jean Magniadas